



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

**Intervention de Marie-Louise GOURDON**  
Présidente du groupe socialiste et écologiste

Session 26 juin 2020

Monsieur le Président,

Chers et chères collègues,

L'examen du compte administratif 2019 ne peut se faire sans avoir, à la fois un œil sur la décennie passée, et sur les effets de la crise de 2008, et un œil sur les années à venir, assombries d'avance par celle liée au covid 19.

Il y a dix ans nous étions confrontés à une crise financière venue des Etats Unis, les Subprimes. Nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise sanitaire venue de Chine, le COVID19

Crises mondialisées.

Toutes deux ont eu et auront un impact significatif sur la vie des habitants de notre département et sur notre collectivité.

La crise actuelle nous invite en effet à regarder dans le rétroviseur et à considérer la politique menée par le Département en 2009 pour faire face à la crise économique.

Rappelons d'abord, que, dans les années qui avaient précédé cette grave crise, le département avait lancé de grands investissements, portant la dette à un haut niveau.

La crise survenant, cet endettement n'a pu être jugulé. Au contraire.

En 2009 donc, le Département s'engagea aux côtés de l'Etat dans un plan de relance d'envergure, décidant de maintenir les investissements à hauteur de 400M€. Ces investissements couverts à hauteur de 71% par l'emprunt ont porté la dette à près d'un milliard d'euros dès 2011 ! Le transfert de 174 M€ de dettes à la Métropole a amélioré la courbe de celle du Département mais non son poids, puisque nous la remboursons au travers de la dotation annuelle.

L'endettement de la précédente décennie continue à peser lourdement sur le budget, malgré les efforts de désendettement menés depuis 2015, s'appuyant sur la vente des parts de l'aéroport et autres biens patrimoniaux, sur une baisse des dépenses d'investissement et sur la maîtrise des frais de personnel.

En 2019, l'annuité de la dette globale (intérêts + capital) s'est élevée encore à près de 109 M€ en prenant en compte le remboursement du capital intégré à la dotation annuelle à la Métropole, c'est plus que l'ensemble de notre politique éducation, culture, sport 2019 qui s'est élevée à 89 M€.

Le stock total de la dette s'élève ainsi à près de 870 M€, largement au-dessus de la moyenne des départements de la strate.

Pris en étau entre le poids de la dette et la progression des besoins dans le domaine social notre département a du mal à investir.

Deux questions se posent :

**Première question : Sommes-nous armés pour répondre aux défis de la crise actuelle ?**

On peut se réjouir du montant des recettes affiché au CA. Les Droits de mutations étaient en 2019 en forte progression. Avec 527 M€, ils constituent la première ressource du département.

Cette recette reste cependant aléatoire car soumise aux fluctuations économiques, on l'avait bien vu en 2010 et 2013 et la perte de DMTO sera sans doute également très sensible en 2020, avec l'arrêt brutal des transactions immobilières pendant la période du confinement. Entre 150 et 250 M€ .

Vous avez pourtant décidé de renforcer la dépendance du budget de notre collectivité à la bonne santé du marché immobilier, je rappelle que vous avez fait le choix de baisser le taux de la taxe foncière pour les seuls propriétaires et ainsi de priver le Département de 30M€ de recettes sur 2 exercices.

Nous n'étions pas d'accord sur cette baisse, et nous avons expliqué pourquoi : face aux besoins sociaux, première dépense de notre Département, il nous semble important de pouvoir s'appuyer sur des recettes stables.

Ce geste fiscal, qui plus est, réalisé juste avant le transfert de cet impôt aux communes, ne représente que quelques euros d'économies pour chaque propriétaire alors que c'est une masse globale importante pour la collectivité, qui pouvait être utilisée pour les besoins des plus modestes et aurait été bien utile pour faire face au supplément de 25M€ que représentent les 4 000 nouveaux allocataires du RSA depuis mars...

En effet, si les recettes vont baisser, les dépenses sociales vont exploser.

En 2019, elles étaient déjà en progression de 15 M€ , 3% de plus par rapport aux prévisions du BP. Cette progression des dépenses sociales a été compensée par des baisses de réalisation, notamment dans les domaines du développement des infrastructures, de l'aménagement du territoire.

En 2020, la progression des besoins sociaux va s'intensifier.

En l'espace de 3 mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans notre Département est passé de 60 000 à près de 90 000 personnes, ce qui place les Alpes-

Maritimes parmi les départements les plus touchés au niveau national et parallèlement, les offres d'emplois ont drastiquement chuté.

L'impact de cette crise sur le nombre des nouveaux bénéficiaires du RSA est déjà considérable : durant la période de confinement, plus de 3000 personnes supplémentaires sont entrées dans le dispositif et plus de 2000 personnes ont sollicité la levée de la suspension de leur droit aux RSA.

### **Seconde question : Comment répondre aux défis de la crise actuelle ?**

Alors que les Départements demandent, au grand dam des Régions, le retour de la compétence générale pour participer à la relance, la question de l'investissement massif et donc celle de la reprise de l'endettement va se poser pour notre collectivité.

Vous aviez fait ce choix en 2009, les effets se font sentir encore en 2019 et nous en connaissons les conséquences sur les politiques de notre Département. Quelle position adopter aujourd'hui ?

Ne serait-il pas pertinent que notre Département donne pleinement la priorité à ses missions premières que sont les compétences de solidarité tout en poursuivant les politiques vertueuses du green deal et du smart deal, politiques qui vont dans le sens de l'histoire ?

Ainsi les 5 M€ que vous aviez prévu de verser au fonds intervention de la CCI et de la Région, ce que la Préfecture refuse, ces 5 Millions d'euros pourraient être employés directement dans nos compétences sociales.

Pour faire face à la crise économique et sociale qui va s'intensifier, nous aurons à faire ici, tout de suite, dans cet hémicycle, des choix essentiels.

De notre côté, dans la perspective d'une réflexion partagée sur une relance possible,

**nous soutiendrons les choix** qui iront dans le sens des solidarités, du développement économique respectueux de l'environnement, d'un développement qui alliera écologie et économie, dans le cadre d'une transition écologique innovante.

Nous soutiendrons des choix qui seront d'abord aux côtés des plus fragiles, parce la crise les atteindra plus vite et plus fort : les personnes âgées, les personnes handicapées, les familles monoparentales, chômeurs, jeunes en difficulté, femmes victimes de violences, enfance en danger..

Des choix qui iront vers la diversification plus importante des activités économiques de notre département, diversité qui permettra de mieux faire face à des crises prochaines.

Nous sommes dans l'urgence climatique, le réchauffement climatique est bel et bien là. On relève, aujourd'hui, des températures de 38° au pôle !!

Nous soutiendrons des choix qui mettront en œuvre la transition écologique et énergétique pour créer des emplois nouveaux, dans le bâtiment, la rénovation, dans les métiers artisanaux qui y sont associés, dans la recherche, essentielle dans ce domaine aussi.

Nous soutiendrons donc des choix qui nous permettront de valoriser davantage notre territoire, tout en soutenant l'économie locale et le tourisme ; le tourisme ramené à des proportions plus soutenables, plus durables, un tourisme diversifié dans ses formes et bien reparti sur tout le territoire qui nous rende une autonomie économique, moins dépendante de toutes les contingences sanitaires ou autres.

Nous soutiendrons des choix qui développeront les solutions nouvelles de consommation, plus sobres, dans l'énergie, l'alimentation, les déplacements, favorisant la qualité et la proximité, une alimentation saine, la lutte contre tous les gaspillages, l'agriculture locale.

**Edgar Morin** nous donne une direction intéressante pour l'avenir, que nous pourrions donner à notre politique départementale : relier ensemble l'économique, le social, l'écologique et le politique. Et j'ajouterais la culture.

Relier ensemble, cela veut dire une interdépendance des choix et des orientations.

Pour ce qui est du CA 2019, Pour les raisons que j'ai évoquées nous resterons cohérents avec la position adoptée lors du vote du BP 2019 en exprimant un vote défavorable.